



COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

www.chrc-ccdp.ca



Page d'accueil > Ressources > Salle des nouvelles > Communiqués

Ressources

Salle des nouvelles

Communiqués

2008 | 2007 | 2006 | 2005 | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000

23/07/2002

Nécessité pour la société de reconnaître la réalité des couples formés de personnes du même sexe dans la définition du mariage

Ottawa - le 23 juillet 2002 - La Commission canadienne des droits de la personne approuve la décision de la Cour supérieure de l'Ontario qui reconnaît les mariages entre partenaires de même sexe. La Commission estime qu'il s'agit d'une mesure positive qui assurera un système plus juste, dans lequel les gens ne feront pas l'objet de discrimination en fonction de leur orientation sexuelle.

« Les couples formés de personnes du même sexe ont droit au respect et à la dignité comme tous les autres Canadiens », a déclaré la présidente par intérim, Anne Adams. « Au cours des dix dernières années, on a fait beaucoup de progrès en ce qui concerne la reconnaissance des droits des personnes gaies et lesbiennes. La prise en compte dans la définition du mariage de la réalité des couples formés de personnes du même sexe est garante de ce respect et la société devrait en faire une priorité. »

Il y a à peine dix ans, la plupart des lois concernant les droits de la personne, y compris la Loi canadienne sur les droits de la personne, n'interdisaient pas la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Au cours des dix dernières années, les partenaires de même sexe ont lutté pour obtenir des droits comme les rentes de retraite et les prestations de maladie ainsi que d'autres avantages offerts aux couples hétérosexuels. En 2000, le Parlement a adopté une loi traitant les partenaires de même sexe sur un pied d'égalité avec les couples hétérosexuels en union libre pour toutes les fins de la législation fédérale. Toutefois, les législateurs y ont inclus une disposition précisant que la loi ne modifiait pas la définition du mariage, qui consiste en « l'union légitime d'un homme et d'une femme à l'exclusion de toute autre personne ».

La Commission canadienne des droits de la personne reconnaît que le mariage est une question délicate, liée à des convictions et à des pratiques culturelles profondément enracinées. Toutefois il existe bien des Canadiens et des Canadiennes, gais et lesbiennes, qui entretiennent aujourd'hui des relations comportant un engagement à long terme, qui prennent soin l'un de l'autre et élèvent ensemble une famille. Ces personnes méritent le respect et la dignité, ce qui comprend la reconnaissance de leur union devant la loi.

« Il incombe au gouvernement fédéral de faire preuve de leadership et de faire ce qu'il faut pour que tous les Canadiens, quelle que soit leur orientation sexuelle, soient égaux devant la loi », a ajouté Mme Adams.

Dernière mise à jour : 2004-02-27